



**DECISION N° 020/2022/ARMP/CRD/DEF DU 02 MARS 2022
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LA DEMANDE DU MINISTRE DE L'ELEVAGE ET DES
PRODUCTIONS ANIMALES VISANT A METTRE EN PLACE UNE COMMISSION
INTERNE DES MARCHES AU SEIN DE L'UNITE DE COORDINATION DU PROJET
REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL- PHASE II (PHASE2-SN)**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2013-1385 du 31 octobre 2013 portant nomination des membres du Conseil de Régulation ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics ;

VU la décision n° 005/ARMP/CRMP du 20 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n°14-13 du 03 novembre 2013 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends ;

VU la demande du Ministre de l'Elevage et des Productions animales reçue le 22 février 2022 ;

Monsieur Baye Samba DIOP, Directeur de la Réglementation et des Affaires juridiques de l'ARMP, entendu en son rapport ;

En présence de Monsieur Mamadou DIA, Président, de Madame Aissé Gassama TALL, Messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur Général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision :

Par courrier reçu le 22 février 2022 au bureau du courrier de l'ARMP, le Ministre de l'Elevage et des Productions animales (MEPA) a saisi le Directeur général de l'ARMP aux fins d'obtenir l'autorisation de mettre en place une commission interne des marchés au sein de l'Unité de Coordination du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel-Phase II (Phase2-SN).

LES MOTIFS AVANCES PAR LE MEPA A L'APPUI DE SA DEMANDE

Au soutien de sa requête, le Ministère de l'Élevage et des Productions Animales (MEPA) informe que le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel- Phase I (PRAPS) a été financé à hauteur de trente (30) millions de dollars par la Banque Mondiale et a déroulé ses activités de janvier 2016 à décembre 2021. En ce sens, ce projet a enregistré d'excellentes réalisations qui ont permis de renforcer la résilience des populations pastorales et agropastorales bénéficiaires.

Il souligne que le Gouvernement du Sénégal a conclu avec l'Association internationale de Développement (IDA) un accord de financement (comportant une partie crédit et une autre don), pour la mise en œuvre des activités du Projet régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel-Phase II (Phase2-SN) à hauteur de 45 millions de dollars, pour une durée de six (6) ans (2022-2027) couvrant six (6) pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad).

Il précise que les activités du projet portent sur l'amélioration de la santé animale et le contrôle des médicaments vétérinaires, la gestion durable des ressources naturelles, la promotion des chaînes de valeur du bétail, l'inclusion sociale et économique des femmes et des jeunes et le renforcement institutionnel ainsi que la prévention et la réponse aux crises et cela dans les meilleurs délais.

Il rappelle qu'en ce sens l'ARMP, par décision n°053/16/ARMP/CRD du 24 février 2016 avait autorisé le PRAPS1 à disposer en son sein d'une commission des marchés qui, lui a permis de réaliser plus de 99 % des activités dudit projet.

C'est pourquoi il sollicite au vu de son ancrage dans un projet à dimension régionale, de la compétition entre les pays concernés, de l'envergure de la zone d'intervention, mais aussi de l'importance du financement et de la durée du projet, l'autorisation de l'ARMP pour la mise en place d'une Commission des marchés interne au sein de l'Unité de Coordination du PRAPS2-SN.

OBJET DE LA DEMANDE

Il ressort des éléments exposés ci-dessus que le Ministre de l'Élevage et des Productions Animales (MEPA) sollicite une autorisation de l'ARMP à titre exceptionnel, pour la mise en place d'une commission interne des marchés au sein de l'Unité de coordination du PRAPS2-SN.

L'EXAMEN DE LA DEMANDE

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 35 du Code des marchés publics, au niveau de chaque autorité contractante, sont mises en place une commission des marchés chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés ainsi qu'une cellule de passation des marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la commission des marchés, dans les conditions fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances, après avis de l'Organe chargé de la régulation des marchés publics ;

Considérant que le Projet régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel-Phase II (Phase2-SN) est un organisme rattaché hiérarchiquement au MEPA ;

Que, certes, le PRAPS2-SN n'est pas autorité contractante au sens de l'article 2 du Code des Marchés publics et ne peut en principe disposer d'une commission des marchés, mais que la dimension régionale du projet, la compétition existante, l'envergure de la zone d'intervention, l'importance du financement et la durée de ce dernier lui confèrent une particularité qui nécessite des mesures spécifiques pour plus d'efficacité ;

Considérant que les activités du projet permettent d'améliorer la santé animale et le contrôle des médicaments vétérinaires, la gestion durable des ressources naturelles, la promotion des chaînes de valeur du bétail, l'inclusion sociale et économique des femmes et des jeunes et le renforcement institutionnel ainsi que la prévention et la réponse aux crises ;

Considérant que le Projet régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel-Phase II (Phase2-SN) est financé à hauteur de quarante-cinq (45) millions de dollars par l'Association internationale de Développement (IDA) pour une durée de six (6) ans (2022-2027) couvrant six (6) pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) pour la mise en œuvre des activités dudit projet ;

Qu'au demeurant, les procédures de passation des marchés doivent permettre aux acheteurs publics d'acquérir des biens et services et de réaliser des travaux avec célérité afin d'atteindre les objectifs de performance qui leur sont assignés tout en veillant à préserver la transparence des procédures ;

Qu'à cet égard, dès l'instant que la mise en place de la commission des marchés et de la cellule de passation des marchés a rencontré l'agrément de la tutelle et n'altère pas le principe de transparence, il y a lieu, d'accorder, une dérogation au PRAPS2-SN pour lui permettre de dérouler ses procédures avec toute la célérité requise ;

Qu'ainsi, en vertu du principe d'efficacité, il y a lieu d'autoriser, à titre exceptionnel le PRAPS2-SN, à mettre en place, une commission des marchés.

Considérant également que le nombre ainsi que les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes sont fixés par l'article 2 de l'arrêté n° 00864 du 22 janvier 2015 pris en application de l'article 36 du Code des Marchés publics ;

Qu'ainsi, à l'instar des autorités contractantes citées à l'article 2.1 a) du Code des Marchés publics, la commission des marchés à constituer au sein du PRAPS2-SN, doit être composée de trois (3) représentants, dont le président, le responsable du service et le maître d'œuvre ou son représentant avec leurs suppléants.

PAR CES MOTIFS :

- 1) Constate que le PRAPS2-SN n'est pas une autorité contractante au sens de l'article 2.1 a) du Code des Marchés publics ;

- 2) Constate que la dimension régionale du projet, la compétition existante, l'envergure de la zone d'intervention, l'importance du financement et la durée de ce dernier lui confèrent une particularité qui nécessite des mesures spécifiques pour plus d'efficacité ;
- 3) Dit que la mise en place d'une commission des marchés au sein du PRAPS2-SN favorise la célérité, l'efficacité et la transparence des procédures de passation de marchés ;
- 4) Autorise à titre exceptionnel pour la durée du projet, le PRAPS2-SN à constituer une commission des marchés conformément aux dispositions de l'article 35 du Code des Marchés publics et de l'article 2 a) de l'arrêté n° 00864 du 22 janvier 2015 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- 5) Dit que le Directeur général de l'ARMP est chargé de notifier au Ministre de l'Elevage et des Productions animales et à la Direction centrale des Marchés publics, la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.



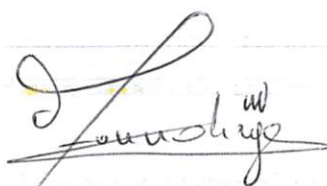
Le Président

Mamadou DIA

Les membres du CRD



Aïssé Gassama TALL



Moundiaïe CISSE



Mbareck DIOP

**Le Directeur Général,
Rapporteur**



Saër NIANG